



Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Procès-verbal de la réunion du 03 février 2016

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 6, 13 et 20 janvier 2016
2. 6410 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
- Rapporteur : Monsieur Gilles Baum
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. Présentation du Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015
4. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gilles Baum, Mme Tess Burton, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Lamberty, Mme Martine Mergen, M. Laurent Zeimet

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Manuel Achten, Mme Nathalie Keipes, M. Ralph Schroeder, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Mme Christiane Meyers, Mme Anette Schumacher, M. Helmut Willems, de l'Université du Luxembourg

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Lex Delles, Président de la Commission

*

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 6, 13 et 20 janvier 2016

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont adoptés.

2. 6410 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

M. le Rapporteur présente les grandes lignes du projet de rapport, pour le détail duquel il est prié de se référer au document envoyé par courrier électronique le 3 février 2016.

Le projet de rapport est adopté à la majorité des voix, contre celles des représentants du groupe politique CSV et de la sensibilité politique ADR.

Les membres de la Commission proposent le modèle 1 pour les discussions en séance plénière.

Echange de vues

- M. le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse explique que les dispositions du projet de loi sous rubrique permettent aux autorités luxembourgeoises de s'assurer que les prestataires du dispositif du chèque-service accueil établis dans un Etat limitrophe remplissent des critères d'agrément similaires à ceux en vigueur au Luxembourg. Partant, le risque d'une distorsion de concurrence entre les structures étrangères et les structures nationales n'existerait pas.
- D'après les estimations du Ministère, environ vingt pour cent des enfants de travailleurs frontaliers potentiellement bénéficiaires du chèque-service accueil pourraient effectivement y avoir recours. Ceci vaut pour la tranche d'âge de 0 à trois ans. Pour la tranche d'âge de trois à douze ans, le taux serait de dix pour cent. M. le Ministre souligne la difficulté de donner des chiffres fiables, étant donné qu'il est impossible de prévoir les décisions des parents concernés.
- Une représentante du groupe politique CSV s'enquiert de la mise en œuvre de la mission de service public de soutien de la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois pour ce qui est des structures d'accueil participant au chèque-service accueil et établies dans un Etat limitrophe. M. le Ministre explique que le projet de loi sous rubrique définit les conditions que les structures doivent remplir si elles veulent être éligibles comme prestataires du chèque-service accueil. Il souligne qu'il est libre aux structures concernées d'opter pour une adhésion à ce dispositif ou non. Si une structure établie dans une région limitrophe souhaite être éligible en tant que prestataire, elle se soumet aux conditions prévues dans le cadre du projet de loi sous rubrique. Ceci implique, entre autres, l'obligation de « soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois », telle qu'énoncée à l'article 22 nouveau. Cette disposition ne crée pourtant pas un droit pour l'enfant concerné d'être effectivement scolarisé au Luxembourg, ces modalités étant réglées par la législation relative à l'enseignement fondamental.

- Le représentant de la sensibilité politique ADR s'enquiert de la conformité d'un maintien de la condition de résidence avec la législation européenne. M. le Ministre estime qu'il n'est pas exclu que la Cour de Justice de l'Union européenne arrive à la conclusion qu'une exclusion des enfants des travailleurs frontaliers du dispositif du chèque-service accueil soit non conforme à la législation européenne. En effet, la Cour pourrait juger que le maintien de la condition de résidence constitue un moyen qui excède de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de la réalisation d'une cohésion sociale et d'une promotion de l'égalité des chances des enfants dans la société luxembourgeoise. C'est pour cette raison que le Gouvernement aurait pris la décision de supprimer la condition de résidence.
- Une représentante du groupe politique CSV souhaite entendre le point de vue de M. le Ministre au sujet des revendications de certains assistants parentaux quant à une harmonisation des montants que l'Etat verse aux prestataires dans le cadre du chèque-service accueil. M. le Ministre explique qu'aucune organisation professionnelle ne lui aurait fait parvenir de telles doléances, de sorte qu'il ne peut pas se prononcer sur la question.
- Il est précisé que la notion « ménage » est à voir en relation avec l'article 23 nouveau du projet de loi sous rubrique.

3. Présentation du Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015

M. le Ministre rappelle qu'un premier rapport national sur la situation de la jeunesse a été présenté en juillet 2010. A l'époque, il a été convenu d'en tirer les conclusions en concertation avec les acteurs du secteur concernés. C'est sur la base des défis relevés dans le cadre du rapport national précité qu'a été élaboré le plan d'action jeunesse « Jugendpakt », qui regroupait les différentes stratégies et actions ministérielles mises en œuvre en faveur de la jeunesse au cours des années 2012 - 2014. M. le Ministre entend poursuivre une procédure similaire pour ce qui est des conclusions à tirer du présent rapport.

Les experts de l'Université du Luxembourg présentent les grandes lignes du rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015. Pour de plus amples renseignements, il est renvoyé à l'annexe du présent procès-verbal.

Les faits saillants du rapport se présentent comme suit :

- Le rapport analyse trois types de transition entre l'adolescence et l'âge adulte, à savoir la transition du système scolaire/universitaire vers le monde du travail ou la vie active ; la transition dans la vie privée, ce qui implique le détachement du foyer parental et le premier logement indépendant, la mise en couple et le fait de fonder une famille ; le troisième type étant la participation citoyenne.
- Le rapport se base sur l'évaluation de données statistiques ainsi que d'entretiens avec des jeunes et des experts de la politique de la jeunesse. Par « jeune », on entend la tranche d'âge de 15 à 34 ans.
- Il est constaté que la transition vers la vie active se fait à un âge plus élevé que ce qui était le cas à l'époque pour la génération des personnes âgés aujourd'hui de 65 ans et plus.

- Le taux des jeunes adultes disposant d'un diplôme postsecondaire est plus élevé auprès des personnes d'origine étrangère qu'auprès de celles d'origine luxembourgeoise. Le taux des jeunes adultes disposant d'un faible niveau d'éducation est également plus élevé auprès des personnes d'origine étrangère qu'auprès de celles d'origine luxembourgeoise.
- Le taux de chômage des jeunes est trois fois plus élevé que le taux de chômage national. Un niveau d'éducation faible constitue un facteur de risque majeur.
- Le rapport distingue entre quatre formes de transition vers la vie active, à savoir une transition directe et réussie, une transition alternative par chemins déviés, une transition qui repose sur le soutien de tiers, et une transition qui échoue.
- Les jeunes personnes interrogées dans le cadre du rapport se disent en grande partie satisfaites des mesures de soutien qu'offrent les organisations actives dans le domaine de l'activation au marché de l'emploi. La moitié des personnes interrogées estiment pourtant ne pas avoir été suffisamment sollicitées dans le cadre des mesures précitées. Certains participants jugent l'offre en formation continue insuffisante.
- Pour ce qui est de la transition au niveau de la vie privée, il est constaté que le départ du foyer parental se fait en moyenne à l'âge de 24,3 ans. Le statut d'activité n'est pas nécessairement lié à la situation au niveau du logement : un certain nombre de jeunes adultes préfèrent ne pas quitter le foyer parental, même s'ils disposent du revenu nécessaire pour fonder leur propre ménage. Le nombre des jeunes concernés est plus élevé auprès de ceux d'origine luxembourgeoise qu'auprès des jeunes d'origine portugaise ou originaires d'un autre Etat de l'Union européenne. Les raisons avancées pour expliquer cette situation sont le plus souvent d'ordre financier.
- L'âge médian de mariage se situe en moyenne à 32,7 ans. Il était de 24,4 ans en 1981.
- Le départ du foyer parental, le mariage et le fait de fonder sa propre famille ne sont plus des facteurs qui sont nécessairement interconnectés. Les experts de l'Université parlent d'un « découplage ».
- Pour ce qui est de la transition vers la vie citoyenne, le rapport montre un faible intérêt des jeunes pour la vie politique. Alors que bon nombre de jeunes sont membres d'une association, le taux de ceux qui s'y engagent activement est relativement faible.

En guise de conclusion, l'expert de l'Université souligne l'importance qui semble revenir au cadre familial en ce qui concerne l'accompagnement des jeunes vers l'âge adulte.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les points suivants :

- Puisqu'il s'agit d'une étude qualitative et non quantitative, on ne peut pas établir les taux de répartition des jeunes entre les différents types de transition vers la vie active, de manière précise.
- Quant à la pertinence de la variable explicative « nationalité », l'expert de l'Université explique que le rapport sur la situation de la jeunesse se base en grande partie sur

des données secondaires, collectées ailleurs, dans le recensement par exemple. L'Université travaille donc avec les données disponibles et la nationalité y reste une variable importante. Quant à l'analyse des origines socioéconomiques par exemple, celles-ci peuvent être très pertinentes, mais elles sont aussi difficiles à relever, particulièrement lorsqu'il s'agit d'enquêtes menées auprès de jeunes.

- Le taux relativement bas de jeunes femmes qui s'engagent activement en politique n'est pas un phénomène luxembourgeois, il peut être observé à travers tout le monde occidental. L'expert de l'Université explique cela par un faible intérêt des femmes pour l'autoreprésentation et par une préférence pour l'engagement au niveau de leur environnement social immédiat.

4. Divers

Aucun point divers n'a été abordé. La prochaine réunion de la Commission est fixée au 17 février 2016.


Luxembourg, le 3 février 2016

Le Secrétaire-administrateur,
Joëlle Merges

Le Président,
Lex Delles

Annexe

Présentation *PowerPoint* : rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg



Übergänge vom Jugend- ins Erwachsenenalter: Verläufe – Risikofaktoren – Unterstützungsangebote

Nationaler Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg 2015

Präsentation am 03.02.2016
Chambre des Députés

Prof. Dr. Helmut Willems
Dipl. Päd. Christiane Meyers
Dr. Anette Schumacher

Institute for Research on Generations and Family:
Youth Research

INSIDE | INTEGRATIVE RESEARCH UNIT
ON SOCIAL AND INDIVIDUAL
DEVELOPMENT

Institute for Research on Generations and Family:
Youth Research



UNIVERSITÉ DU
LUXEMBOURG

I. Konzeption und Vorgehensweise

Konzeption

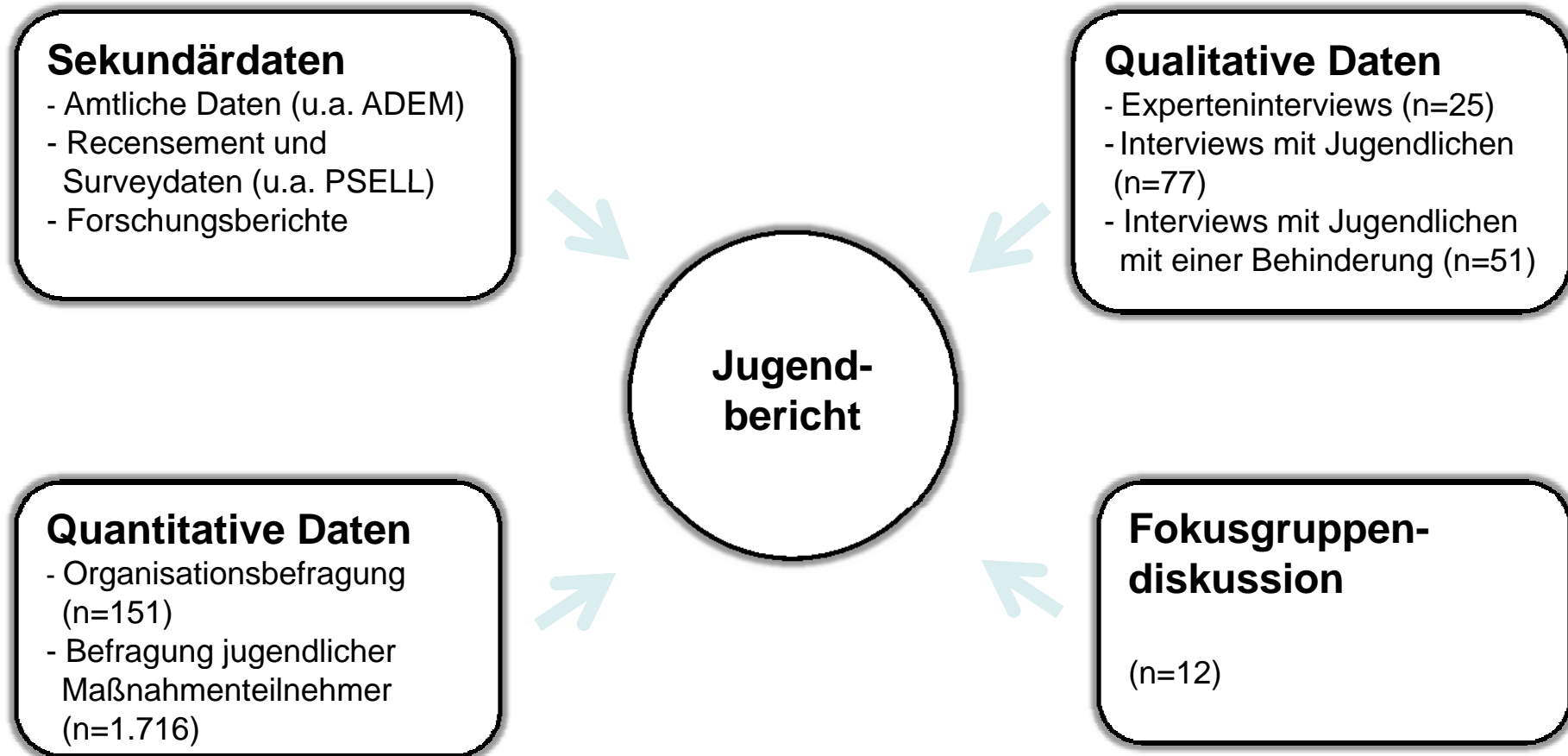
a) Analysegegenstand:

Übergänge vom Jugend- ins Erwachsenenalter (Transition)
15- bis 34-Jährige

b) Drei Transitionsbereiche

- Übergang vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt
- Private Übergänge (Eigenständiges Wohnen, Partnerschaften, Familiengründung)
- Übernahme einer Rolle als aktiver, sozial und politisch engagierter Bürger („bürgerschaftliche Teilhabe“)

Methoden und Datengrundlage



II. Zentrale Ergebnisse

II.1. Übergang in die Arbeitswelt

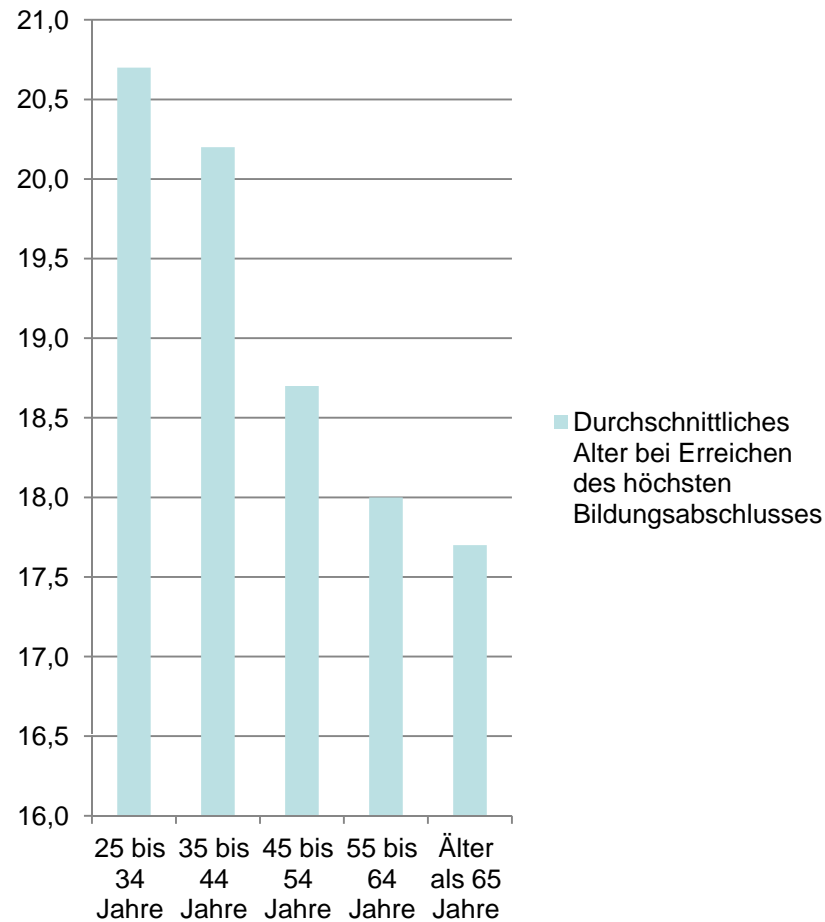
Übergang in Arbeit als zentraler Transitionsbereich umfasst u.a.:

- Bildungsabschluss
- Erste Erwerbsarbeit

Ziel:

- Ökonomische Verselbstständigung
- Identitätsstiftende Funktion

a) Spätere Transition im Generationsvergleich



Quelle: Jugendbericht 2015, S.73, Tab.5

- Längeres Verbleiben der heutigen jüngeren Generation im Bildungssystem → im Durchschnitt späterer Übergang in die Berufswelt
- Geschlecht, Nationalität und soziale Herkunft zeigen maßgeblichen Einfluss auf Bildungserfolg und Transition
- Junge Erwachsene mit ausländischer Nationalität verfügen mit einem Anteil von 40% etwas häufiger als lux. Jugendliche (37%) über postsekundäre Abschlüsse, jedoch verfügen auch 36% von ihnen über ein niedrigeres Bildungsniveau als lux. Jugendliche.
- Frauen weisen häufiger (42%) einen postsekundären Bildungsabschluss auf als Männer (33%)
- Steigende Qualifikationsanforderungen im Arbeitsmarkt, aber hohe Passung von Qualifikation und beruflicher Tätigkeit in Luxemburg

b) Hohe Jugendarbeitslosigkeit als Ausdruck von Transitionsproblemen

Verhältnis von Jugendarbeitslosigkeit u. Arbeitslosigkeit in ausgewählten europ. Ländern



- ❑ Jugendarbeitslosenquote (EU: 21,9%; Lux.: 22,0%)
- ❑ Jugendarbeitslosenquote in Lux. mehr als drei Mal so hoch wie Arbeitslosenquote in der Gesamtbevölkerung (6,0%)

Quelle: Eurostat (2015c), basierend auf Daten der Arbeitskräfteerhebung 2014; Jugendarbeitslosenquote: Unter-25-Jährige

Quelle: Jugendbericht 2015, S.85, Abb.11

- ❑ Niedriger Bildungsstatus als zentraler Risikofaktor
- ❑ Jugendliche ohne lux. Nationalität (bei gleichem Bildungsabschluss) häufiger arbeitslos als Jugendliche mit lux. Nationalität
- ❑ Kontextbedingungen
 - ❑ Überregionaler Arbeitsmarkt: Hoher Anteil an Grenzgängern
 - ❑ Strukturwandel der Wirtschaft, gestiegene Qualifikationsanforderungen

INSIDE

INTEGRATIVE RESEARCH UNIT
ON SOCIAL AND INDIVIDUAL
DEVELOPMENT

Institute for Research on Generations and Family:
Youth Research



c) Vier unterschiedliche Formen der Transitionsbewältigung

1. Geradlinige Transition

- zügige, direkte und erfolgreiche Bewältigung der Transition

2. Alternative Transition

- individuell-kreative Bewältigung der Transition (Abweichungen/Umwege)

3. Transition mit Unterstützungsbedarf

- Transition noch nicht abgeschlossen, Unterstützung genutzt oder erforderlich

4. Gescheiterte Transition

- Erfolgreiche Transition aufgrund multipler Probleme in absehbarer Zeit nicht zu erwarten

1. Geradlinige Transition

Einflussfaktoren	Geradlinige Transition
Familiäre Ressourcen	<ul style="list-style-type: none">• positive elterliche Unterstützung• intensiver Austausch
Schulische Laufbahn und Bildungserfolg	<ul style="list-style-type: none">• mittlerer bis hoher Schulabschluss• überwiegend positive schulische Erfahrungen
Migrationserfahrungen und Integration	<ul style="list-style-type: none">• problemlose Integration (hohe Sprachkompetenz, soziale Integration)• positive Erfahrungen
Entscheidungen und Handlungen	<ul style="list-style-type: none">• selbstbestimmt• planvoll, rational• geradlinig, zielstrebig
Werthaltungen und Motive	<ul style="list-style-type: none">• materialistische (Sicherheit, Karriere) und postmaterialistische Werte (Sinnhaftigkeit)• gleichermaßen
Selbstwirksamkeit und Attribuierung	<ul style="list-style-type: none">• hohe Selbstwirksamkeit• situativ angemessene Attribuierung

2. Alternative Transition

Einflussfaktoren	Alternative Transition
Familiäre Ressourcen	<ul style="list-style-type: none"> • positive elterliche Unterstützung • starkes Autonomiebestreben, teilweise Konfrontation
Schulische Laufbahn und Bildungserfolg	<ul style="list-style-type: none"> • mittlerer bis hoher Schulabschluss • überwiegend positive schulische Erfahrungen
Migrationserfahrungen und Integration	<ul style="list-style-type: none"> • problemlose Integration (hohe Sprachkompetenz, soziale Integration) • positive Erfahrungen
Entscheidungen und Handlungen	<ul style="list-style-type: none"> • selbstbestimmt • ungeplant, spontan • individuell, wechselnd
Werthaltungen und Motive	<ul style="list-style-type: none"> • postmaterialistische Werte (Selbstverwirklichung, Zufriedenheit) dominieren
Selbstwirksamkeit und Attribuierung	<ul style="list-style-type: none"> • hohe Selbstwirksamkeit • situativ angemessene Attribuierung

3. Unterstützungsbedürftige Transition

Einflussfaktoren	Transition mit Unterstützungsbedarf
Familiäre Ressourcen	<ul style="list-style-type: none">• oft fehlende Unterstützung
Schulische Laufbahn und Bildungserfolg	<ul style="list-style-type: none">• unterschiedliche Abschlüsse• teilweise negative schulische Erfahrungen
Migrationserfahrungen und Integration	<ul style="list-style-type: none">• Integrationsschwierigkeiten• Sprachprobleme• Gefühl der Benachteiligung
Entscheidungen und Handlungen	<ul style="list-style-type: none">• Notlösungen, bedingt durch Mangel an Alternativen• oft fremdbestimmte Entscheidungen auf Initiative von außen
Werthaltungen und Motive	<ul style="list-style-type: none">• psychosoziale Motive im Vordergrund (Strukturierung des Alltags, soziale Integration)
Selbstwirksamkeit und Attribuierung	<ul style="list-style-type: none">• geringe Selbstwirksamkeit• meist einseitige Attribuierung• teils negatives Selbstkonzept

4. Gescheiterte Transition

Einflussfaktoren	Gescheiterte Transition
Familiäre Ressourcen	<ul style="list-style-type: none">• kaum elterliche Unterstützung• schwierige familiäre Beziehungen und Verhältnisse
Schulische Laufbahn und Bildungserfolg	<ul style="list-style-type: none">• niedriger oder kein Abschluss, häufig Schulabbruch• massive Negativerfahrungen
Migrationserfahrungen und Integration	<ul style="list-style-type: none">• Integrationsschwierigkeiten• Sprachprobleme• Gefühl der Benachteiligung
Entscheidungen und Handlungen	<ul style="list-style-type: none">• Rückzugstendenzen• Handlungen häufig erst auf Initiative von außen
Werthaltungen und Motive	<ul style="list-style-type: none">• finanzielle Motive überwiegen („Hauptsache Arbeit“)• Verlust von Wertvorstellungen
Selbstwirksamkeit und Attribuierung	<ul style="list-style-type: none">• geringe Selbstwirksamkeit• einseitige Attribuierung• negatives Selbstkonzept

d) Erfahrungen Jugendlicher mit Unterstützungsmaßnahmen in Arbeit

Überwiegend hohe Zufriedenheit der Maßnahmenteilnehmer

- Gute Organisation der Maßnahmen
- Bewältigung der Aufgaben unproblematisch
- Klare Arbeitsaufträge

jedoch:

- Oftmals keine spezifische Weiterqualifikation innerhalb der Maßnahme
- Unterforderung (49%) in der Maßnahme
- Inhalte entsprechen nicht dem Berufswunsch (34%) des Teilnehmers
- Unzureichende individuelle Passung der Maßnahme
 - Zu allgemeine Zuordnung von Personen zu Maßnahmen
 - Fehlender individueller Zuschnitt (Identifikation von Stärken und Schwächen)
 - Zu wenig individuelle Betreuung und Förderung der Teilnehmer
- Unzureichende Hilfe aufgrund von Sprachproblemen (28%)
- Wenig Angebote für Jugendliche mit einer gescheiterten Transition und familialen Problemlagen

e) Organisationsbefragung

Ziele der Maßnahmen	Zustimmung
Vermittlung praktischer Kenntnisse	88,7%
Vermittlung von theoretischem Wissen	83,7%
Sozialpädagogische Betreuung	79,3%
Maßnahme verbessert die Chancen auf einen festen Arbeitsplatz	75,2 %
Höhere Berufsfähigkeit durch die Maßnahme	80,6 %

f) Probleme und Risiken beim Übergang in die Arbeitswelt

☐ Individuelle Risikofaktoren

- Niedriger Bildungsstatus
- Ausländische Nationalität
- Männliches Geschlecht
- Niedriger sozioökonomischer Status
- Psychologische Faktoren (niedrige Selbstwirksamkeit)

☐ Strukturelle Risikofaktoren

- Atypische Beschäftigungsverhältnisse
- Veränderung des Arbeitsmarktes

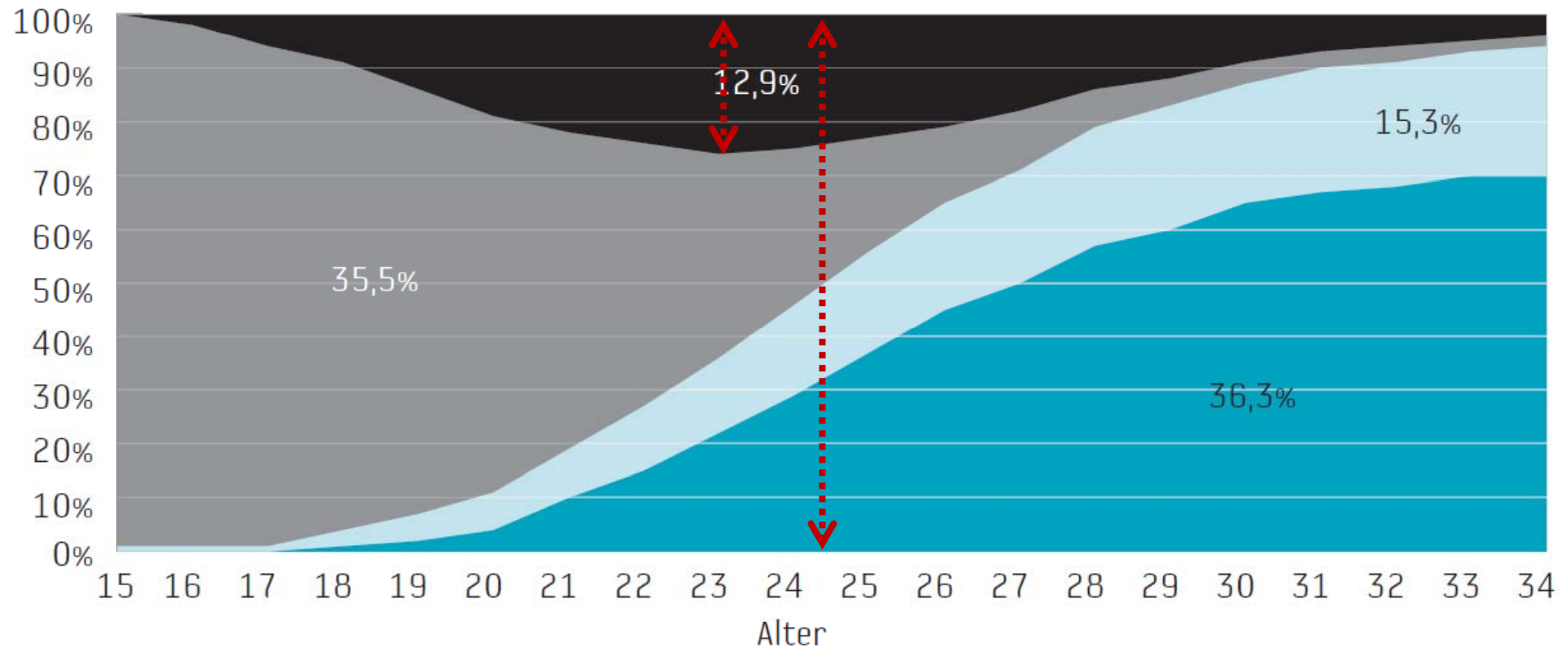
☐ Folgen gescheiterter problematischer Transitionen

- Maßnahmenkarrieren
- Armut; Soziale Exklusion
- Gesundheitliche Defizite
- Gesellschaftliche Folgekosten

II.2. Private Übergänge

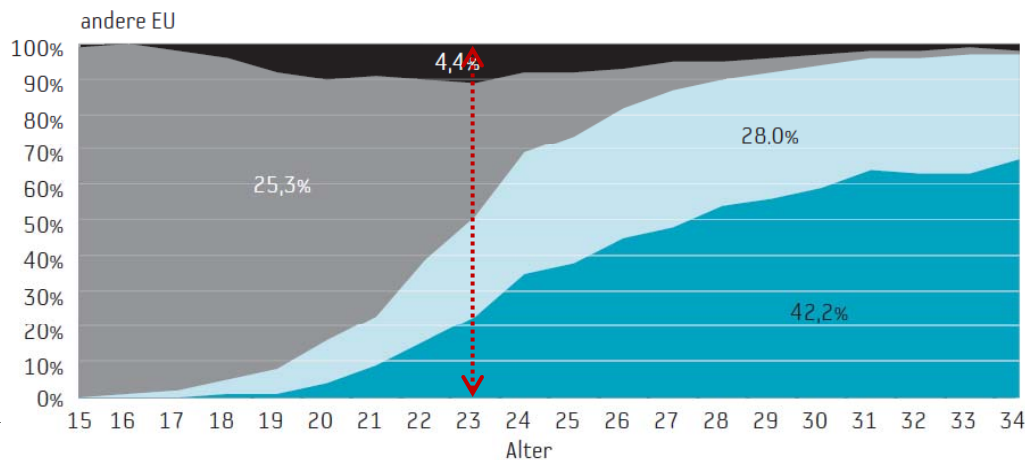
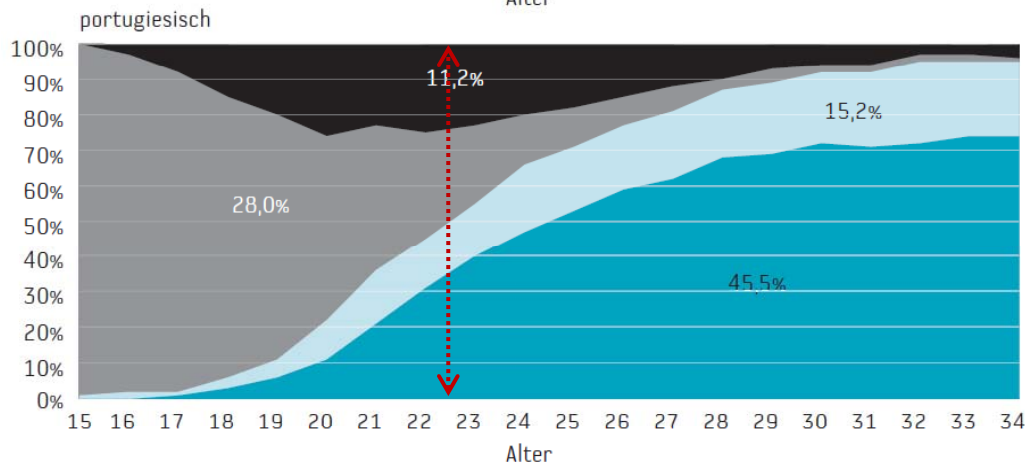
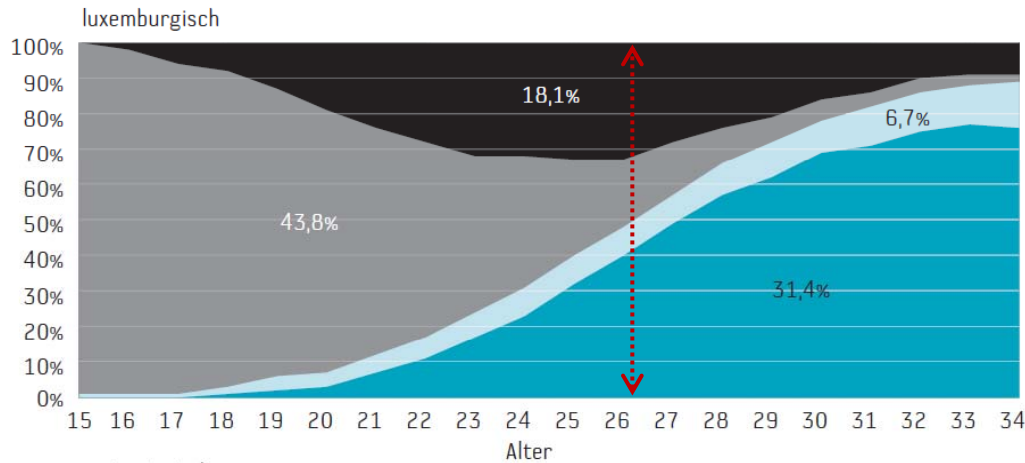
- ❑ Private Übergänge umfassen folgende Bereiche
 - Auszug aus dem Elternhaus und eigenständiges Wohnen
 - Partnerbeziehungen und Heirat
 - Familiengründung und Elternschaft
- ❑ Ziel/Aufgaben: soziale Verselbstständigung und Autonomie

a) Auszug aus dem Elternhaus und Erwerbsstatus



- (1) bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig
- (2) bei Eltern wohnend, erwerbstätig
- (3) nicht bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig
- (4) nicht bei Eltern wohnend, erwerbstätig

Quelle: Zensus 2011; N (Total)=133.490; N(1)=47.333; N(2)=17.223; N(3)=20.429; N(4)=48.505



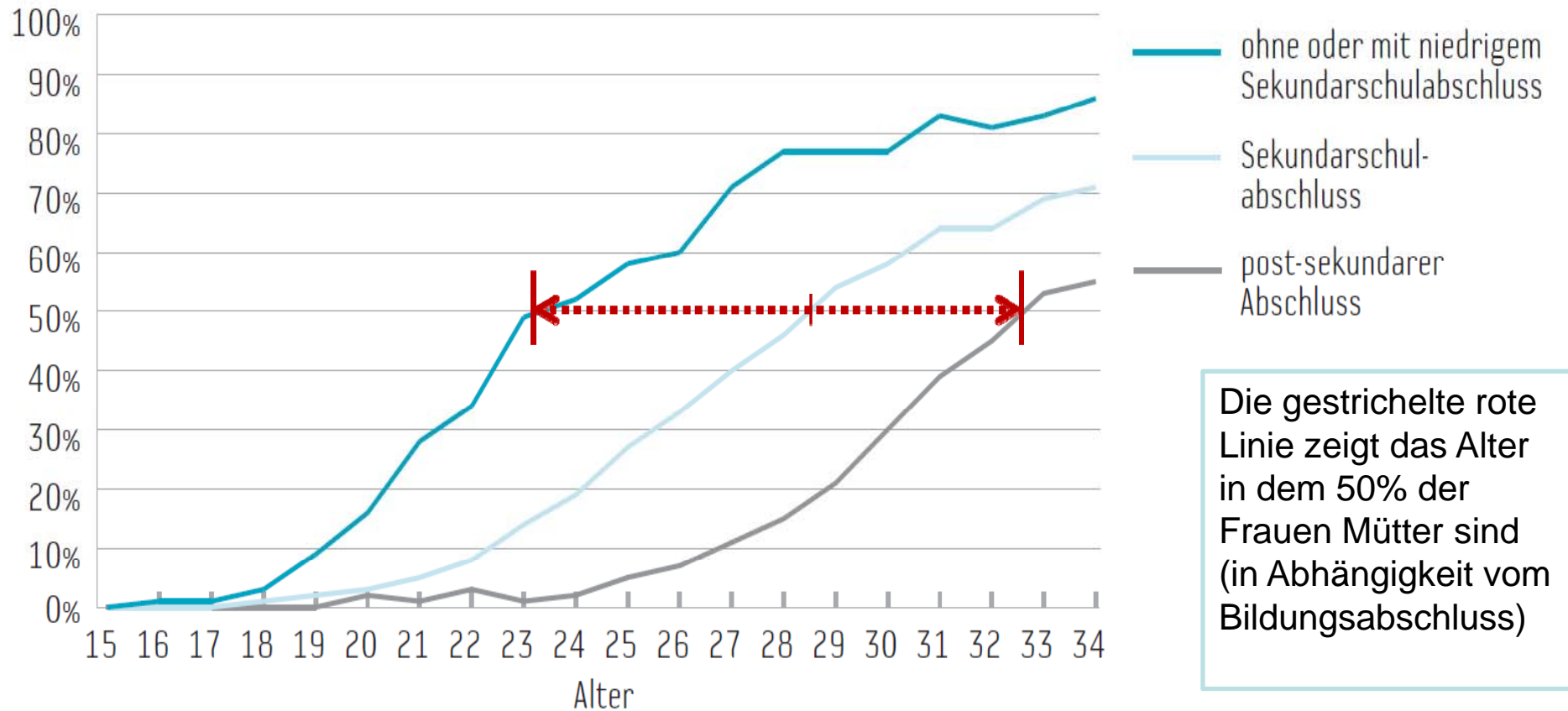
Unterschiedliche Transitionen nach Nationalität

- ❑ Jugendliche mit lux. Nationalität: späte Erwerbstätigkeit mit spätem Auszug
- ❑ Jugendliche mit port. Nationalität: frühe Erwerbstätigkeit und früher Auszug
- ❑ Jugendliche mit anderer EU-Nationalität: späte Erwerbstätigkeit mit frühem Auszug

b) Verzögerung und Entkopplung privater Übergänge

- ❑ Auszug aus dem Elternhaus (Medianes Auszugsalter: 24,3 Jahre), Frauen früher als Männer
- ❑ Spätere Heirat und Familiengründung (Medianes Heiratsalter 1981: 24,4 Jahre; 2011: 32,7 Jahre)
- ❑ Rückgang der Eheschließungen und Zunahme anderer Partnerschaftsformen (NEL)
- ❑ Entkopplung von Auszug, Heirat und Familiengründung
- ❑ Erschwerter Zugang zum regulären Wohnungsmarkt insbesondere für Jugendliche und junge Familien ohne entsprechende Ressourcen

c) Spätere Mutterschaft in Abhängigkeit von Bildungsniveau



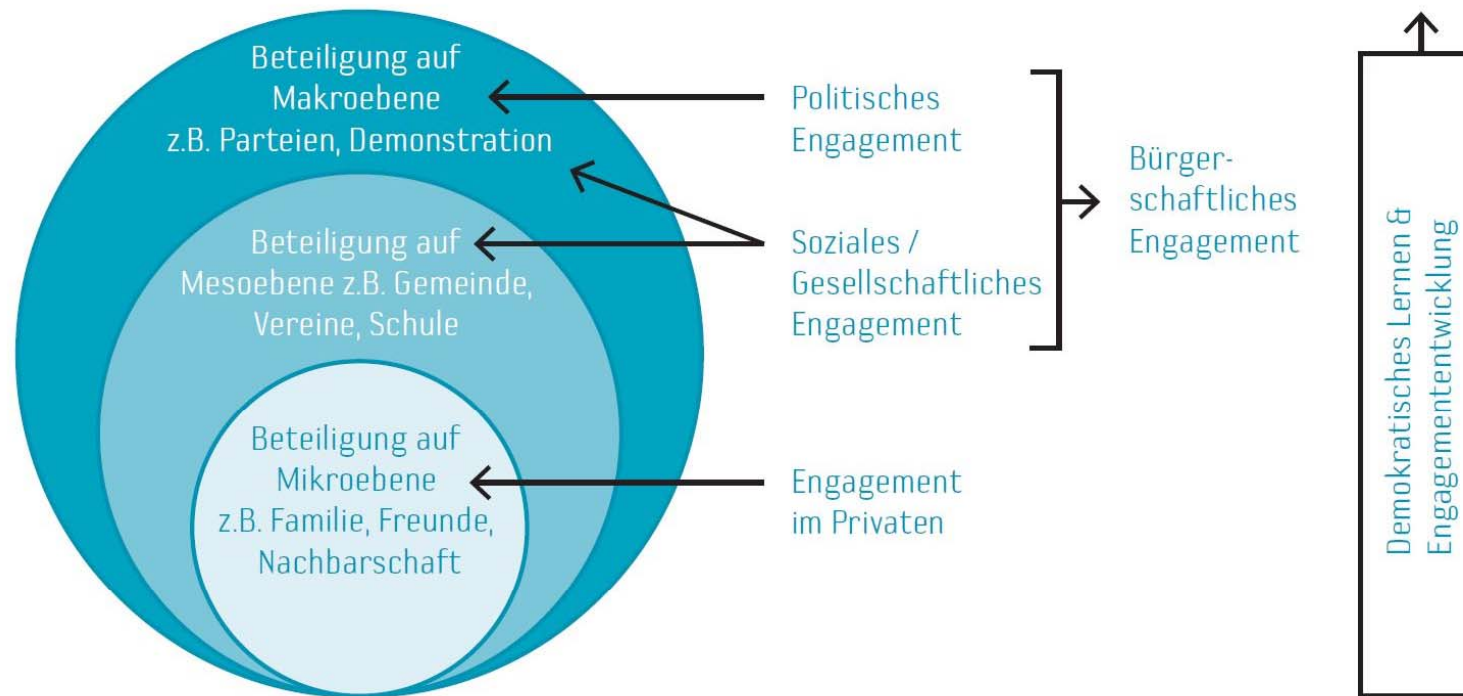
Quelle: Zensus 2011, $N(\text{kein oder niedriger Sekundarschulabschluss})=3.874$, $N(\text{Sekundarschulabschluss})=6.105$, $N(\text{post-sekundärer Abschluss})=3.766$

d) Zentrale Einflussfaktoren auf private Übergänge

- Individueller Wunsch nach Autonomie und Eigenständigkeit
- Unterschiede nach Bildungsstatus und unterschiedlichen Bildungswegen
- Konflikte mit Eltern
- Finanzielle Ressourcen und familiäre Unterstützung
- Strukturelle Bedingungen (hohe Wohnkosten in Luxemburg, kaum alternative Wohnformen, wenig subventionierter Wohnraum)
- Unterschiede nach Geschlecht

II.3. Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe als Transitionsaufgabe

Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe als Prozess:



a) Gesellschaftliches und politisches Engagement in Luxemburg: Trends und Potenziale

- ❑ **Interesse an Politik** und Wichtigkeit der Politik im Leben bei meisten Jugendlichen gering; jedoch keine Ablehnung der **Demokratie** oder Vertrauensverlust in Institutionen
- ❑ Hohe **Mitgliedschaft in Vereinen** in Luxemburg und im europäischen Vergleich auch hohes gesellschaftliches Engagement der Jugendlichen in Luxemburg
- ❑ Hohe Beteiligung der Jugendlichen bei unkonventionellen politischen Formen, Abnahme bei den konventionellen Formen der **politischen Partizipation**
- ❑ Unterschiede zwischen den **Generationen** bei den Formen der politischen Beteiligung und dem gesellschaftlichen Engagement
- ❑ In der **Transitionsphase** verändert sich politisches Interesse weniger, gesellschaftliches Engagement passt sich je nach Übergang in Arbeit und im Privaten an

b) Typen jugendlicher Beteiligung nach Alter, Geschlecht, Nationalität und Bildung

	Politisch konventionell Engagierte	Politisch unkonventionell Engagierte	Vereins-engagierte	Vereins-mitglieder	Nicht-engagierte	Gesamte Stichprobe
Total	3,2 % (n=25)	14,9 % (n=117)	39,7 % (n=311)	21,9 % (n=171)	15,1 % (n=118)	100 % (n=783)
Geschlecht						
männlich	84,2 %	56,9 %	54,0 %	50,5 %	44,4 %	50,3 %
weiblich	15,8 %	43,1 %	46,0 %	49,5 %	55,6 %	49,7 %
Altersgruppe						
18-24	16,4 %	32,7 %	42,4 %	34,9 %	33,8 %	36,7 %
25-34	83,6 %	67,3 %	57,6 %	65,1 %	66,2 %	63,3 %
Nationalität						
Luxemburg	71,9 %	59,4 %	65,3 %	33,3 %	19,8 %	44,8 %
Portugal	2,8 %	8,3 %	10,2 %	13,1 %	36,1 %	16,3 %
Nachbarländer	16,8 %	19,9 %	12,4 %	31,7 %	8,5 %	19,9 %
andere	8,4 %	12,4 %	12,1 %	21,9 %	35,5 %	19,0 %
Höchstes Bildungsniveau						
unteres	8,4 %	18,6 %	21,9 %	20,0 %	47,8 %	25,5 %
mittleres	33,1 %	46,1 %	46,2 %	47,8 %	44,2 %	44,1 %
oberes	58,4 %	35,3 %	31,8 %	32,3 %	8,0 %	30,3 %

Quelle: EVS 2008,

INSIDE | INTEGRATIVE RESEARCH UNIT ON SOCIAL AND INDIVIDUAL DEVELOPMENT

Institute for Research on Generations and Family: Youth Research



c) Einflussfaktoren und Motive für gesellschaftliches und politisches Engagement

□ Einflussfaktoren

- Wertorientierungen, die Selbstverwirklichung und traditionelle Werte verbinden
- Wissen zu bürgerschaftlichen Prozessen, hohe politische Selbstwirksamkeit
- Positive Familienvorbilder
- Gesellschaftliches und politisches Engagement höher bei jungen Männern, bei Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität und mit höherer Bildung

□ Motive

- Jugendliche kombinieren pragmatisch-utilitaristische mit gesellschaftlichen und sozialen Motiven

d) Effekte gesellschaftlichen und politischen Engagements

- Erwerb von sozialen und personalen Kompetenzen
- Erwerb von Kenntnissen und Fähigkeiten
- Weiterentwicklung der Persönlichkeit
- Gesellschaftliche und soziale Integration
- Persönliche Zufriedenheit

➔ großer Beitrag zur Identitätsentwicklung und zur Bewältigung des Übergangs zum Erwachsenenstatus

III. Generelle Tendenzen und Ergebnisse

Generelle Tendenzen und Ergebnisse

1. Individualisierte Übergänge nehmen zu, geringere Standardisierung (neue Optionen, mehr Risiken)
2. Bildungsdefizite und Jugendarbeitslosigkeit erschweren die Transition für bestimmte Gruppierungen (männliche Jugendliche mit ausländischer Herkunft)
3. Entkopplung von Übergangseignissen und biografische Verzögerung der Familiengründung
4. Vorhandensein geschlechtsspezifischer Aspekte der Transition (u.a. Auszug; Bildung)
5. Vorhandensein unterschiedlicher Transitionstypen (abhängig u.a. von familiären Ressourcen, Werthaltungen, Motiven, Selbstwirksamkeit)
6. Hohe Bedeutung bürgerschaftlicher Teilhabe für die Transitionsbewältigung
7. Gleiche Entwicklungsaufgaben für Jugendliche mit Behinderungen, aber erschwerte Transitionsbedingungen
8. Hohe Bedeutung der familialen Unterstützung für die Bewältigung der Transition in allen Bereichen

IV. Herausforderungen

Herausforderungen

- a) **Bekanntheitsgrad** der Unterstützungsangebote erhöhen und aktualisierbare, öffentlich zugängliche Maßnahmendarstellung ermöglichen
- b) **Verbesserte individuelle Passung der Maßnahmen**
 - Konkretisierung von Maßnahmenzielen, erwartetem Kompetenzgewinn und Zertifizierung
 - Individuelle Betreuung und Förderung
 - Passgenaue Zuordnung Person-Maßnahme
 - Stärkung der Handlungskompetenzen, des Selbstvertrauens und der Selbstwirksamkeit der Jugendlichen in Maßnahmen
 - Bedarfsgerechte Sprachförderung
- c) **Erweiterung des Angebots** durch Spezifische Angebote für Jugendliche mit multiplen Problemen (Einbezug des familialen Umfelds)
- d) **Stärkere Vernetzung** von maßnahmen anbietenden Organisationen
- e) Vermeidung eines **Locking-in Effektes**

Herausforderungen

- f) **Förderung** alternativer Wohnformen für junge Menschen und Verbesserung des Zugangs zu Wohnraum für junge Menschen mit geringen finanziellen Ressourcen; mehr subventionierter Wohnraum für Jugendliche und junge Erwachsene

- g) **Erweiterung des Angebots an betreuten Wohnstrukturen**
 - Frühzeitige Vorbereitung der jugendlichen Heimbewohner auf das eigenständige Wohnen
 - Partizipationsförderung jugendlicher Heimbewohner
 - Ausbau der Wohnstrukturen für care-leavers

Herausforderungen

h) Förderung des gesellschaftlichen Engagements

- von Jugendlichen mit niedrigem Bildungsabschluss
- von Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität
- von Frauen
- von Jugendlichen mit Behinderung
- Stärkere Anerkennung des gesellschaftlichen und politischen Engagements durch Arbeitgeber und Politik
- Ehrenamtliches Engagement in Vereinen für Jugendliche attraktiver gestalten

i) Förderung des politischen Wissens und der politischen Bildung

- Informationsgrad zu bürgerschaftlichen Beteiligungsmöglichkeiten erhöhen
- Gesellschaftliches Engagement verstärkt zur Integration von Jugendlichen mit Migrationshintergrund nutzen
- Potenzial non-formaler Settings verstärkt zur Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe nutzen